



Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Rapport sur le rendement

Pour la période se terminant
le 31 mars 2002

Canada

Les documents budgétaires

Chaque année, le gouvernement établit son Budget des dépenses, qui présente l'information à l'appui des autorisations de dépenser demandées au Parlement pour l'affectation des fonds publics. Ces demandes d'autorisations sont présentées officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement.

Le Budget des dépenses du gouvernement du Canada est divisé en plusieurs parties. Commenant par un aperçu des dépenses totales du gouvernement dans la Partie I, les documents deviennent de plus en plus détaillés. Dans la Partie II, les dépenses sont décrites selon les ministères, les organismes et les programmes. Cette partie renferme aussi le libellé proposé des conditions qui s'appliquent aux pouvoirs de dépenser qu'on demande au Parlement d'accorder.

Le Rapport sur les plans et les priorités fournit des détails supplémentaires sur chacun des ministères ainsi que sur leurs programmes qui sont principalement axés sur une planification plus stratégique et les renseignements sur les résultats escomptés.

Le Rapport sur le rendement met l'accent sur la responsabilisation basée sur les résultats en indiquant les réalisations en fonction des prévisions de rendement et les engagements à l'endroit des résultats qui sont exposés dans le *Rapport sur les plans et les priorités*.

Le Budget des dépenses, de même que le budget du ministre des Finances, sont le reflet de la planification budgétaire annuelle de l'État et de ses priorités en matière d'affectation des ressources. Ces documents, auxquels viennent s'ajouter par la suite les Comptes publics et les rapports ministériels sur le rendement, aident le Parlement à s'assurer que le gouvernement est dûment comptable de l'affectation et de la gestion des fonds publics.

©Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — 2002

En vente au Canada chez votre libraire local ou par la poste auprès des

Éditions du gouvernement du Canada – TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

No de catalogue BT31-4/54-2002

ISBN 0-660-62130-4



Avant-propos

Au printemps 2000, la présidente du Conseil du Trésor a déposé au Parlement le document intitulé *Des résultats pour les Canadiens et les Canadiennes : Un cadre de gestion pour le gouvernement du Canada*. Ce document expose clairement les mesures qu'entend prendre le gouvernement pour améliorer et moderniser les pratiques de gestion des ministères et organismes fédéraux.

En ce début de millénaire, l'approche utilisée par le gouvernement pour offrir ses programmes et services aux Canadiens et aux Canadiennes se fonde sur quatre engagements clés en matière de gestion. Tout d'abord, les ministères et les organismes doivent reconnaître que leur raison d'être est de servir la population canadienne et que tous leurs programmes, services et activités doivent donc être « axés sur les citoyens ». Deuxièmement, le gouvernement du Canada s'engage à gérer ses activités conformément aux valeurs les plus élevées de la fonction publique. Troisièmement, dépenser de façon judicieuse, c'est dépenser avec sagesse dans les secteurs qui importent le plus aux Canadiens et aux Canadiennes. En dernier lieu, le gouvernement du Canada entend mettre l'accent sur les résultats, c'est-à-dire sur les impacts et les effets des programmes.

Les rapports ministériels sur le rendement jouent un rôle de premier plan dans le cycle de planification, de suivi, d'évaluation ainsi que de communication des résultats, par l'entremise des ministres, au Parlement et aux citoyens. Les ministères et les organismes sont invités à rédiger leurs rapports en appliquant certains principes. Selon ces derniers, un rapport ne peut être efficace que s'il présente un tableau du rendement qui soit non seulement cohérent et équilibré mais bref et pertinent. Un tel rapport doit insister sur les résultats - soit les avantages dévolus aux Canadiens et aux Canadiennes et à la société canadienne - et il doit refléter ce que l'organisation a pu contribuer à ces résultats. Il doit mettre le rendement du ministère en contexte ainsi que décrire les risques et les défis auxquels le ministère a été exposé en répondant aux attentes sur le rendement. Le rapport doit aussi rattacher le rendement aux engagements antérieurs, tout en soulignant les réalisations obtenues en partenariat avec d'autres organisations gouvernementales et non-gouvernementales. Et comme il est nécessaire de dépenser judicieusement, il doit exposer les liens qui existent entre les ressources et les résultats. Enfin, un tel rapport ne peut être crédible que si le rendement décrit est corroboré par la méthodologie utilisée et par des données pertinentes.

Par l'intermédiaire des rapports sur le rendement, les ministères et organismes visent à répondre au besoin croissant d'information des parlementaires et des Canadiens et des Canadiennes. Par leurs observations et leurs suggestions, les parlementaires et les autres lecteurs peuvent contribuer grandement à améliorer la qualité de ces rapports. Nous invitons donc tous les lecteurs à évaluer le rendement d'une institution gouvernementale en se fondant sur les principes précités et à lui fournir des commentaires en vue du prochain cycle de planification.

Le présent rapport peut être consulté par voie électronique sur le Site web du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca/rma/dpr/dprf.asp>

Les observations ou les questions peuvent être adressées à l'organisme suivant :

Direction de la gestion axée sur les résultats
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
L'Esplanade Laurier
Ottawa (Ontario) K1A 0R5

OU à l'adresse Web suivante : rma-mrr@tbs-sct.gc.ca

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Rapport de rendement

**Pour la période se terminant le
31 mars 2002**

Le très honorable Jean Chrétien
Premier ministre du Canada

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Section 1 : Message du président et président-directeur général..... | 1 |
| Section 2 : Rendement de la TRNEE..... | 3 |
| 2.1 Contexte et historique | 3 |
| Vue d'ensemble | 3 |
| Mandat et priorités stratégiques | 3 |
| La contribution unique de la TRNEE..... | 4 |
| Facteurs influençant notre rendement..... | 4 |
| Nos partenaires..... | 5 |
| 2.2 Ressources utilisées..... | 6 |
| 2.3 Réalisations en matière de rendement..... | 7 |
| Mesure du rendement et cadre pour l'établissement de rapport..... | 7 |
| Résultats stratégiques | 9 |
| Résultats du rendement en gestion | 14 |
| Section 3 : Annexes..... | 15 |
| Annexe 1 – Membres de la TRNEE..... | 15 |
| Annexe 2 – Organigramme de la TRNEE..... | 16 |
| Annexe 3 – États financiers..... | 17 |
| Annexe 4 – Tableaux financiers..... | 29 |
| Annexe 5 – Liste des intervenants clés ayant participé au processus de la TRNEE en 2001-2002..... | 32 |
| Annexe 6 – Personne-ressource au bureau..... | 43 |

SECTION 1 : Message du président et du président-directeur général

Nous sommes heureux de présenter le Rapport de rendement de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2002.

Depuis sa création en 1994, la TRNEE, un organisme indépendant du gouvernement fédéral, offre, entre le gouvernement et la société civile, un lien neutre en matière de politiques relatives au développement durable – des politiques qui favorisent la prospérité économique dont bénéficient tous les Canadiens, tout en préservant notre patrimoine naturel pour les générations actuelles et futures. La TRNEE fournit aux décideurs et aux leaders d'opinion du gouvernement, du secteur privé et de la société civile des renseignements, des aperçus, des analyses et des solutions pratiques qu'ils peuvent appliquer, ou auxquels ils peuvent réagir, en toute confiance.

Pendant cet exercice, nous avons connu des niveaux d'activité élevés. Nous avons amené plus de 250 spécialistes reconnus, leaders d'opinion et décideurs appartenant à un large éventail de secteurs – entre autres des groupes se consacrant à la protection de l'environnement, le monde des affaires, le milieu universitaire, le monde syndical et les Premières Nations – et à tous les paliers de gouvernement, à participer à nos nombreux comités et groupes de travail multilatéraux. Nous avons de plus rassemblé ces experts en une trentaine d'occasions, pour qu'ils analysent et discutent les cinq domaines cruciaux des politiques relatives au développement durable suivants :

1. Les indicateurs de développement durable et de l'environnement (IDDE)
2. La conservation du patrimoine naturel
3. L'écologisation de la fiscalité (EF)
4. La viabilité écologique urbaine
5. La Stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables.

Dans plusieurs de ces domaines - l'IDDE, la conservation du patrimoine naturel et l'EF -, nous avons commandé de nouvelles recherches et études de cas, qui nous ont apporté de nouveaux renseignements ainsi que de nouvelles indications et analyses sur ces questions, dont une grande partie ont trait à des domaines du savoir jusqu'à maintenant inexplorés et appuient nos travaux ainsi que ceux du milieu du développement durable en général. En fait, pendant le seul exercice en cours, plus de 51 000 rapports et documents de la TRNEE ont été téléchargés de notre site Web.

Pendant le présent exercice aussi, à la demande du premier ministre, nous avons exécuté un programme visant à faire mieux connaître et comprendre aux leaders d'opinion l'échange de droits d'émissions de gaz à effet de serre. L'échange de droits d'émissions est un outil à l'étude en ce moment au gouvernement fédéral dans le cadre de l'élaboration d'un plan qui permettra au Canada d'atteindre les cibles prévues par le Protocole de Kyoto en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. La TRNEE a conçu et présenté, dans tout le pays, une série de séminaires sur l'échange de droits d'émissions qui ont véritablement bien

réussi à faire connaître et comprendre davantage cette question dans tous les secteurs ciblés. Ce travail a contribué à ouvrir la voie à des consultations fédérales plus éclairées sur les options proposées pour que le Canada atteigne les cibles de Kyoto.

Grâce au travail du Comité directeur de l'IDDE et de groupes de travail associés, la TRNEE a élaboré un ensemble provisoire d'indicateurs de l'environnement et du développement durable. Comme l'ancien ministre des Finances le mentionnait dans son discours du budget 2000, ces indicateurs « pourraient avoir une incidence plus grande sur la politique publique que toute autre mesure que nous [le gouvernement] pourrions prendre ». En juin 2002, la TRNEE a été l'hôte d'une conférence nationale au cours de laquelle cet ensemble provisoire d'indicateurs a été présenté et un large éventail de groupes qui utiliseront un jour ces indicateurs, notamment des spécialistes, des intervenants et le grand public, ont pu offrir leurs commentaires. Après que les indicateurs les plus prometteurs auront été perfectionnés et mis à l'essai, la TRNEE présentera un ensemble final au gouvernement fédéral, au printemps 2003.

Par l'intermédiaire de notre groupe de travail sur la conservation du patrimoine naturel, nous avons effectué une série d'analyses de cas sur les pratiques et les processus exemplaires en matière de conservation de la nature. Ces études mettent en évidence une série d'obstacles qui nuisent fréquemment à la conservation de la nature au Canada et nous présentent les leçons tirées des approches existantes, dont la nécessité d'établir des zones tampons et des aires protégées autour des parcs nationaux du Canada et de mieux assurer la viabilité écologique de ces paysages fonctionnels. Au cours de l'exercice à venir, la TRNEE se servira des résultats de ces études de cas et d'autres renseignements relatifs à la conservation de la nature pour évaluer l'« état du débat » sur cette question. Il en résultera des solutions et des recommandations opportunes et pratiques que le gouvernement fédéral pourra appliquer à l'agrandissement des parcs nationaux et à ses tentatives de conservation de notre patrimoine naturel.

Notre rendement élevé pendant l'exercice en cours est le résultat de l'effort collectif des 28 membres de notre personnel, des membres de la TRNEE et de plus de 250 personnes qui ont généreusement fait profiter nos tribunes multilatérales de leur temps, de leur expérience et de leur expertise. Ensemble, nous contribuons à bâtir et à soutenir les partenariats précieux, partout au gouvernement et dans le secteur privé et la société civile, qui sont essentiels pour que l'avenir des Canadiens soit viable sur les plans environnemental et économique.

Harvey L. Mead
Président

David J. McGuinty
Président-directeur général

SECTION 2 : Rendement de la TRNEE

2.1 Contexte et historique

Vue d'ensemble

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE), organisme indépendant financé par les deniers publics créé en 1994, a pour mandat d'expliquer et de promouvoir les principes et les pratiques du développement durable. La TRNEE est un organisme multilatéral composé d'un président et de 24 membres, au maximum. Ces membres, nommés par le premier ministre, proviennent de toutes les régions du Canada et de divers secteurs, notamment d'organisations qui se consacrent à la protection de l'environnement, du monde des affaires, du milieu universitaire, du monde syndical et des Premières Nations. Une liste complète des membres de la TRNEE pour l'exercice se terminant le 31 mars 2002 se trouve à l'annexe 1.

La TRNEE, dont les travaux sont appuyés par un secrétariat situé à Ottawa, fait rapport au premier ministre. Le secrétariat fournit un soutien analytique, administratif et en matière de communications aux membres de la TRNEE. Le tableau de l'annexe 2 donne la structure organisationnelle de la TRNEE et sa relation avec le Parlement.

Mandat et priorités stratégiques

Le mandat officiel de la TRNEE, tel que le prescrit la *Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie*, consiste « ... à jouer un rôle catalyseur dans la définition, l'interprétation et la promotion, pour tous les secteurs de la société canadienne de même que pour toutes les régions du pays, des principes et des pratiques du développement durable ».

Compte tenu du caractère englobant de ce mandat, la TRNEE s'emploie à améliorer les politiques publiques, en ciblant le point de rencontre de l'environnement et de l'économie et en montrant l'interdépendance de ces deux domaines. Elle y parvient en fournissant aux décideurs et aux leaders d'opinion du gouvernement fédéral, du secteur privé et de la société civile les renseignements, les aperçus, les analyses et les recommandations dont ils ont besoin pour prendre de bonnes décisions afin que l'avenir des Canadiens soit viable sur les plans environnemental et économique. Trois priorités stratégiques orientent notre travail :

1. Circonscrire et examiner des enjeux, des questions et des défis environnementaux et économiques cruciaux, à moyen et à long termes, qui doivent faire l'objet de politiques gouvernementales.
2. Découvrir des solutions pratiques et concevoir des recommandations efficaces.
3. Faire connaître et comprendre davantage ces questions et leurs solutions pratiques.

La contribution unique de la TRNEE

Améliorer les politiques dans ce domaine est un processus complexe qui nécessite souvent des années, sinon des décennies. C'est un processus auquel participent de nombreux ministères fédéraux et organismes, de nombreuses organisations ainsi que les Canadiens en général. La TRNEE joue un rôle unique qui complète le travail effectué par d'autres dans le domaine du développement durable. Nous nous occupons des questions environnementales et économiques à moyen et à long termes qui sont cruciales pour assurer la viabilité écologique du Canada, mais que d'autres n'examinent pas complètement. En outre, en nous servant d'un processus intégré à intervenants multiples dans notre travail, nous créons une passerelle neutre et efficace entre le gouvernement et la société civile.

Facteurs influençant notre rendement

Pour la TRNEE, un des grands défis consiste à s'assurer la participation pour ses travaux d'un groupe d'intervenants dynamiques et respectés. Par « intervenant », nous voulons dire les spécialistes et les leaders d'opinion de tous les secteurs clés (c.-à-d. les organisations environnementales, le monde des affaires, le milieu universitaire, le monde syndical et les Premières Nations) et les décideurs de tous les paliers de gouvernement (fédéral, provincial, territorial et municipal). Nous relevons ce défi en circonscrivant et en examinant des questions environnementales et économiques pertinentes et d'actualité et en nous servant d'un processus de table ronde à intervenants multiples équilibré et neutre. Cela nous permet d'attirer divers experts, leaders d'opinion et décideurs de haut niveau et de les amener à participer aux groupes de travail, aux comités directeurs, aux groupes d'étude et aux réunions de notre programme. En nous assurant la participation et la contribution d'une équipe « horizontale » efficace – d'une équipe qui recouvre tous les secteurs et toutes les régions clés pour les questions clés –, nous cultivons les partenariats indispensables et le soutien communautaire essentiel pour que nous puissions influencer et améliorer les politiques relatives au développement durable. En cernant, à tout moment, un noyau de questions économiques et environnementales cruciales (cinq en 2001-2002), en nous renseignant à leur sujet, en les analysant et en en discutant, nous pouvons bâtir et maintenir une large communauté qui appuie ces questions et leurs solutions pratiques, et influencer de ce fait l'adoption de modifications réelles et efficaces de la politique gouvernementale.

Un autre défi que doit tenir la TRNEE a trait à la complexité de bon nombre des questions de viabilité écologique dont elle s'occupe. Ces questions portent sur le point de rencontre de l'environnement et de l'économie, ainsi que sur l'interdépendance de ces deux domaines, et chevauchent souvent divers paliers de gouvernement. En outre, ces questions ont souvent des incidences relatives à la taxation ou à d'autres éléments de la politique fiscale. L'étude d'un grand nombre de ces questions vient tout juste de commencer, ce qui signifie que, souvent, l'information nécessaire à leur examen ainsi qu'à celui des solutions éventuelles n'existe pas. La TRNEE résout ce problème en fournissant des fonds et un appui pour l'élaboration de recherches spécialisées indépendantes dans bon nombre de ces domaines. L'information dérivée de ces

recherches appuie non seulement nos travaux, mais également les travaux d'autres intervenants du domaine du développement durable.

Un troisième défi vient de ce que les questions dont nous nous occupons peuvent être très litigieuses. Les intervenants des divers secteurs divergent souvent complètement d'avis sur une question particulière. De plus, ces différences sont souvent si bien enracinées que les parties ne se sont peut-être jamais assises à la même table pour discuter, et encore moins pour en arriver à des solutions pratiques. Notre démarche consiste à rassembler les intervenants clés et les différents paliers de gouvernement dans les groupes d'étude, les comités directeurs et les groupes de travail dans une atmosphère dans laquelle toutes les opinions sont traitées avec respect. De cette façon, nous pouvons souvent abattre, entre les divers secteurs et les diverses régions, des barrières qui empêchent d'examiner les questions à fond et de concevoir ensemble des solutions. Il s'ensuit que le gouvernement fédéral et d'autres parties intéressées reçoivent des solutions et des recommandations de politiques gouvernementales largement appuyées et examinées de près, qu'ils peuvent mettre en œuvre, ou auxquelles ils peuvent réagir, en toute confiance.

Le défi final pour la TRNEE réside dans l'absence généralisée de compréhension et de connaissance des liens entre l'environnement et l'économie. Quoique nous nous efforcions d'offrir des recommandations et des solutions pratiques et utiles, il faut pour que l'adoption de ces solutions et recommandations soit un succès qu'elles soient comprises au sein du gouvernement et dans la société civile. Améliorer la connaissance et la compréhension des questions et des solutions relatives au développement durable exige des ressources importantes. Les crédits budgétaires de 5,6 millions de dollars environ que nous accorde le Parlement ne nous permettent pas de mettre sur pied une campagne d'éducation de tous les Canadiens. Nos activités de communication visent plutôt à faire de la TRNEE le premier « arrêt » crédible où obtenir de l'information fiable sur l'environnement et l'économie. Nous publions aussi divers documents, notamment nos *Rapports de la série L'État du débat*, et donnons à tous les Canadiens accès à ces documents sur notre site Web.

Nos partenaires

La TRNEE s'associe constamment et de façon régulière à tous les paliers de gouvernement et à diverses organisations communautaires. Les partenaires suivants sont essentiels à la réussite de notre travail :

- *Les ministères et organismes fédéraux* – Environnement Canada, le ministère des Finances du Canada, le Bureau du Conseil privé, Statistique Canada, Industrie Canada et Ressources naturelles Canada sont nos principaux partenaires fédéraux. Bon nombre de ces partenaires fédéraux peuvent également être considérés comme nos clients puisqu'ils sont souvent les principaux bénéficiaires et l'objet premier de notre travail.
- *Les gouvernements provinciaux et territoriaux et les administrations municipales* – Ces niveaux de gouvernement sont des partenaires essentiels, étant donné qu'un grand nombre des questions de développement durable auxquelles nous nous intéressons touchent tous les paliers de gouvernement.

- *Les partenaires de la collectivité* – Bon nombre de ces partenaires, depuis les chefs d'entreprise et les groupes environnementaux jusqu'aux universitaires et aux membres des Premières Nations, sont aussi nos intervenants clés. En 2001-2002, Pollution Probe et la Chambre de Commerce du Canada ont été nos principaux partenaires pour le programme d'échange de droits d'émission.

2.2 Ressources utilisées

En 2001-2002 nous avons dépensé 5,4 millions de dollars, soit 96 % des crédits que le Parlement nous a accordés. Nos crédits, qui représentent moins de 0,004 % des dépenses totales du gouvernement, ont augmenté de 1,1 million de dollars pendant l'exercice en cours. Cette augmentation est attribuable surtout au financement supplémentaire que nous avons reçu pour élaborer et faire connaître un ensemble d'indicateurs du développement durable et de l'environnement.

Les dépenses totales de la TRNEE pour l'exercice se terminant le 31 mars 2002 ont été de 7,0 millions de dollars, comme nos états financiers vérifiés présentés à l'annexe 3 le signalent. Ces dépenses totales sont supérieures de 1,6 million de dollars aux crédits parlementaires utilisés pendant l'exercice, surtout en raison des coûts relatifs à la conception et à l'exécution d'un programme destiné à mieux faire connaître l'échange de droits d'émission nationaux et son rôle éventuel dans un ensemble de réponses au changement climatique. Ce nouveau programme, entrepris à la demande du gouvernement, a été financé en partie par un transfert de 1,2 million de dollars provenant des crédits d'Environnement Canada.

Les salaires et les coûts des services professionnels ont constitué plus de 60 % du total de nos coûts pour cet exercice. Nous avons utilisé 28 équivalents temps plein, soit sensiblement la même chose que pour les exercices antérieurs, et complété, au besoin, le travail de notre personnel par un soutien professionnel, en particulier en recherche, en analyse et dans le domaine des communications. Une série de tableaux financiers, présentés à l'annexe 4, fournissent des renseignements financiers supplémentaires utiles pour 2001-2002.

Outre qu'elle reçoit des crédits parlementaires du gouvernement fédéral, la TRNEE tire aussi parti des ressources de nombreux partenaires et participants à ses comités, dont la grande majorité (plus de 94 %) donnent leur temps et leur expertise à la TRNEE sans aucune compensation financière. Souvent, ces partenaires s'acquittent de leurs frais de déplacement. Ce genre de dévouement donne aux Canadiens une énorme valeur pour leur argent et constitue un indicateur significatif de la crédibilité et de la réussite soutenue de la TRNEE.

2.3 Réalisations en matière de rendement

Mesure du rendement et cadre pour l'établissement de rapports

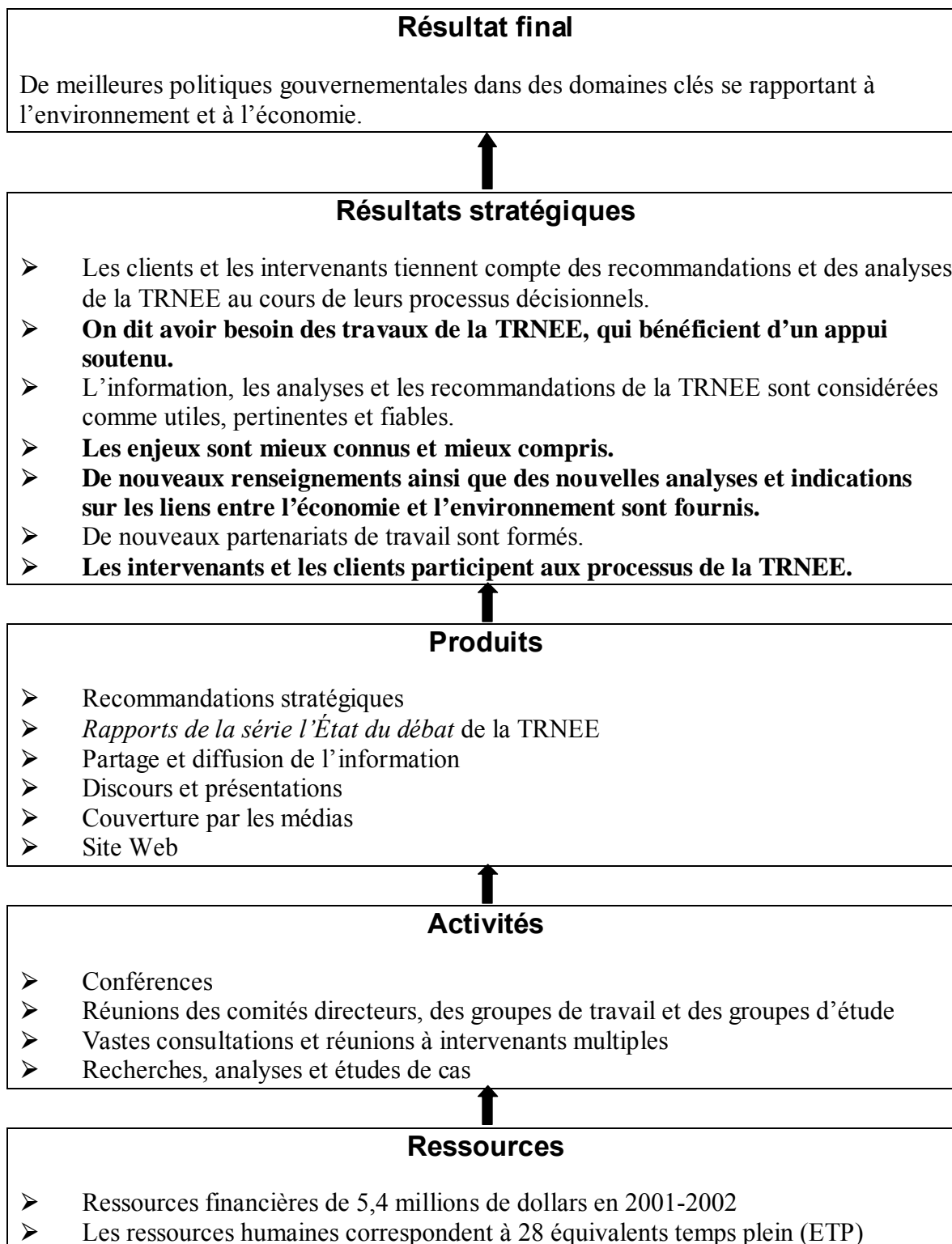
Les réalisations de la TRNEE en 2001-2002 incluent des résultats en matière de rendement. La TRNEE est en voie d'élaborer un système complet de mesure du rendement qui lui permettra de recueillir, d'analyser et d'utiliser systématiquement de l'information sur le rendement dans ses programmes et activités et de faire efficacement état de cette information. Ce nouveau système améliorera la gestion de nos programmes et de nos activités, et facilitera l'établissement de rapports à leur sujet, en mesurant objectivement à quel point nous obtenons des résultats. Étant donné que ce nouveau système n'est pas encore complètement opérationnel, nous utiliserons davantage les méthodes antérieures de collecte de données pour faire état de nos nombreuses réalisations en matière de rendement pour l'exercice 2001-2002.

Comme nous le mentionnons à la rubrique « Mandat et priorités stratégiques », l'objectif ultime de la TRNEE, c'est d'améliorer les politiques gouvernementales et, en particulier, de montrer qu'il existe un point de rencontre entre l'environnement et l'économie, et que ces deux domaines sont interdépendants. Pour atteindre ce but, la TRNEE fait porter ses activités sur les trois priorités stratégiques suivantes, et leur affecte des ressources :

1. Circonscrire et examiner des enjeux, des questions et des défis environnementaux et économiques clés, à moyen et à long termes, qui doivent faire l'objet de politiques gouvernementales.
2. Découvrir des solutions pratiques et concevoir des recommandations efficaces.
3. Faire connaître et comprendre davantage ces questions et leurs solutions pratiques.

Compte tenu de ce qu'en arriver à modifier une politique gouvernementale est un processus complexe et qui exige du temps, peut-être des décennies, la TRNEE a élaboré une suite de résultats (voir le tableau 1) pour souligner ceux qu'il est essentiel, selon nous, d'obtenir pour atteindre le résultat final. Cette série de résultats montre comment nos ressources, nos activités et nos produits (la recherche, l'analyse, l'information, les recommandations et les conseils) ouvrent la voie à une série de résultats stratégiques qui montrent que nous progressons vers le résultat que nous voulons finalement atteindre, soit l'amélioration des aspects économiques et environnementaux des politiques publiques. Dans la section suivante du présent rapport, nous décrivons les résultats stratégiques mis en évidence dans notre série de résultats et faisons le lien entre eux et les ressources, les activités et les produits de l'exercice en cours. Vient ensuite un examen des résultats en matière de rendement en gestion obtenus en 2001-2002.

Pièce 1 – Une Suite de Résultats de la TRNEE



Résultats stratégiques

Intervenants ayant participé au processus de la TRNEE

En 2001-2002, la TRNEE s'est assurée la participation à ses comités directeurs, groupes de travail et groupes d'étude de plus de 250 spécialistes et leaders d'opinion. Ces organes multilatéraux ont examiné les questions environnementales et économiques suivantes :

1. Les indicateurs de développement durable et de l'environnement (IDDE)
2. La conservation du patrimoine naturel
3. L'écologisation de la fiscalité (EF)
4. La viabilité écologique urbaine
5. La Stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables.

Les participants à nos comités allaient du vice-président et adjoint à l'économiste en chef du Groupe financier Banque TD, au directeur exécutif de la Fédération canadienne de la nature et à un sous-ministre adjoint (SMA) à Ressources naturelles Canada et un SMA à Environnement Canada. Ensemble, ces personnes représentaient tous les secteurs que nous ciblons et toutes les régions du Canada. Une liste exhaustive des divers experts, leaders d'opinion et décideurs de haut niveau que nous avons pu amener à participer à nos processus intégrés à intervenants multiples au cours du présent exercice se trouve à l'annexe 5.

En rassemblant ces gens et en les amenant à collaborer à des processus ouverts, nous transformons leurs opinions, leurs attitudes et leurs comportements, ce qui souvent fait boule de neige dans le milieu économique et environnemental auquel ils appartiennent.

Nous sommes heureux également de signaler le taux très élevé d'acceptation de participer à nos comités directeurs, à nos groupes de travail et à nos groupes d'étude. Par exemple, plus de 90 % des personnes que nous avons invitées à participer au groupe de travail sur la viabilité écologique urbaine ont accepté. Ce groupe de travail a été formé en 2001-2002.

Le fait que plus de 94 % des participants font don de leur temps à la TRNEE sans aucune compensation financière montre à quel point les travaux de la TRNEE sont crédibles et pertinents.

Outre qu'elle amène des intervenants à participer à ses groupes de travail, la TRNEE en attire, pendant un exercice, des centaines d'autres à ses consultations.

Nouveaux renseignements et nouvelles indications et analyses sur les liens entre l'environnement et l'économie

Des experts respectés, des leaders d'opinion et des décideurs participent au processus de la TRNEE pour diverses raisons, mais surtout parce que nos travaux portent sur des questions environnementales et économiques cruciales à propos desquelles nous pouvons apporter une contribution précieuse et unique. La recherche que nous commandons à des spécialistes indépendants, y compris les études de cas, se rapporte souvent à des

domaines jusqu'à maintenant inexplorés pour lesquels il n'y a pas d'information, ou il y en a peu. En finançant et en appuyant cette recherche, nous pouvons fournir de nouveaux renseignements et aperçus ainsi que de nouvelles analyses, notamment les leçons tirées et les pratiques exemplaires. Il s'agit d'un élément essentiel des travaux de la TRNEE, qui sert à élaborer des solutions et des recommandations pratiques et utiles. Voici des exemples de nos réalisations dans ce domaine en 2001-2002 :

- La TRNEE a commandé à des spécialistes indépendants une recherche en profondeur afin d'appuyer, d'orienter et d'éclairer les travaux sur l'initiative IDDE. Compte tenu de l'importance des travaux déjà en cours au Canada et à l'étranger sur les indicateurs de la viabilité, la TRNEE a décidé que la première phase de l'initiative IDDE devait comporter un examen des approches utilisées pour les indicateurs du développement durable. La TRNEE s'est également assurée les services de divers groupes de spécialistes et organisations clés travaillant sur ce sujet au Canada, et les a appuyés. Cet appui, sous forme d'aide financière, est allé à des recherches effectuées par le *Alberta Genuine Progress Indicator Accounting Project (Pembina Institute)* et le *Genuine Progress Index for Nova Scotia (GPI Atlantic)*. Ces deux groupes s'emploient à évaluer une large gamme de facteurs sociaux et environnementaux à l'échelle provinciale. Le *Projet d'indicateurs de la qualité de vie du Réseau canadien de recherche en politiques publiques*, sur la qualité de vie ou le bien-être, a également bénéficié de l'aide de la TRNEE. Outre ce soutien à la recherche, la TRNEE a élaboré un nouveau cadre conceptuel pour les indicateurs – publié dans *Un cadre conceptuel permettant d'établir des indicateurs de développement durable* – ainsi qu'un ensemble de lignes directrices techniques pour la conception et le choix d'indicateurs. Ces recherches, ce cadre et ces lignes directrices contribuent à l'élaboration et au choix du petit ensemble d'indicateurs que la TRNEE recommandera au gouvernement au printemps 2003.

- En 2001-2002, la TRNEE a réalisé les deux études de cas suivantes pour montrer comment l'écologisation de la fiscalité (EF) pourrait être appliquée avec succès :
 1. Une étude sur les paysages agricoles a examiné les stimulants économiques qui pourraient aider les agriculteurs de tout le Canada à conserver plutôt qu'à cultiver des terres écosensibles.
 2. Une étude sur le transport peu polluant a examiné les instruments économiques pouvant compléter la réglementation associée au Plan d'action pour l'assainissement de l'air du gouvernement. Cette étude de cas en a engendré une autre, qui examinera la question de la teneur en soufre du mazout lourd.

Ces études de cas ont donné lieu à des recommandations sur la façon d'utiliser les instruments fiscaux et économiques pour que des objectifs environnementaux soient atteints dans leur domaine respectif. Le gouvernement fédéral s'est, en particulier, servi des plans environnementaux en agriculture mis en évidence dans l'étude de cas sur les paysages agricoles dans son cadre stratégique agricole.

- En 2001-2002, la TRNEE a terminé huit études de cas afin d'encourager la diffusion et l'utilisation des meilleurs processus et pratiques de conservation. Voici ces études de cas, lesquelles mettent en évidence les obstacles empêchant fréquemment la

conservation de la nature au Canada et présentent les leçons tirées des approches existantes :

1. Des terres pour la vie (Ontario)
 2. La zone de gestion Muskwa-Kechika (Colombie-Britannique)
 3. La réserve de la biosphère de la baie Clayoquot (Colombie-Britannique)
 4. Le protocole minier du Manitoba (Manitoba)
 5. La conservation de l'estuaire du Pacifique
 6. La forêt modèle crie de Waswinipi (Québec)
 7. La plateforme Scotian (Nouvelle-Écosse)
 8. La stratégie des aires protégées du Yukon (Yukon)
- Un document de référence intitulé *L'ABC de l'échange des droits d'émission*, produit par la TRNEE, a fourni des renseignements précieux et des aperçus sur l'échange de droits d'émission et le rôle que cette pratique pourrait avoir pour que le Canada puisse s'acquitter de ses obligations aux termes du Protocole de Kyoto.

Meilleure connaissance et meilleure compréhension des questions

L'une des priorités stratégiques de la TRNEE, c'est de mieux faire connaître et comprendre les questions et les solutions pratiques en matière de développement durable. Puisque nos ressources sont trop limitées pour que nous puissions informer directement tous les Canadiens sur ces sujets, nous faisons parvenir nos rapports, nos bulletins et nos notes d'information électroniques à un large éventail de décideurs et de leaders d'opinion à travers le Canada. Nous maintenons aussi un site Web d'envergure, comportant une bibliothèque virtuelle, et nous organisons un nombre important de conférences et de manifestations sur les questions dont nous nous occupons. La couverture par les médias de nos activités et de nos produits est une autre composante de notre stratégie de communication.

Les exemples suivants illustrent ce que nous avons accompli au cours du présent exercice pour faire mieux comprendre et connaître ces questions.

- En 2001-2002, la diffusion de nos bulletins et de nos notes d'information électroniques a fourni à près de 50 000 personnes appartenant à notre public cible des renseignements et des mises à jour sur les questions que nous examinons.
- Notre site Web a été visité plus de 128 000 fois, ce qui représente une augmentation de 87 % par rapport à l'exercice antérieur. Les visiteurs y ont trouvé des rapports et des documents, des notes d'information et des mises à jour sur les programmes, ainsi que des renseignements sur les manifestations publiques, les séminaires et les conférences de la TRNEE. Cette augmentation subite du nombre de visites est attribuable en partie à l'intérêt que suscite le nouveau programme visant à faire connaître l'échange de droits d'émission que nous avons exécuté cette année.
- La bibliothèque virtuelle de notre site Web a donné accès à plus de 250 documents de la TRNEE. Plus de 51 000 exemplaires de ces documents ont été téléchargés pendant le présent exercice.
- Nous avons distribué plus de 3 000 exemplaires de nos publications imprimées, dont 1 300 environ ont été vendus par l'intermédiaire d'un distributeur indépendant.

- Au total, 138 articles ayant directement trait à nos travaux et à nos activités ont paru dans la presse imprimée ou été diffusés à la radio et à la télévision. Il s'agit d'une réalisation importante, étant donné la nature technique et la complexité de bon nombre des questions dont nous nous occupons et l'importance de la couverture que les médias ont réservée aux événements du 11 septembre et à la lutte contre le terrorisme qui en est résulté.
- En mai 2001, plus de 600 chefs d'entreprise ont assisté à un événement dont la TRNEE était l'hôte dans le quartier des affaires de Toronto. Cette activité a fait mieux connaître les travaux de la TRNEE sur l'initiative IDDE et l'importance de ces indicateurs pour le pays.
- En novembre 2001, la TRNEE, en collaboration avec la Table ronde manitobaine sur le développement durable, a été l'hôte de la conférence « *La conservation : ça fonctionne!* », qui a eu lieu à Winnipeg. Cette conférence est l'une des plus grandes conférences ayant pour thème la conservation de la nature qui ait jamais été tenue au Canada, sa caractéristique unique étant d'avoir rassemblé plus de 600 représentants des gouvernements fédéral et provinciaux et des administrations municipales, des Premières Nations, de groupes communautaires et de conservation, du monde des affaires et de citoyens concernés. Cette conférence de deux jours a contribué à faire plus largement reconnaître au Canada la nécessité de conserver nos écosystèmes ainsi qu'à faire mieux comprendre les enjeux, les défis et les possibilités dans ce domaine.
- La TRNEE a entrepris en 2001-2002 une initiative dont l'objectif est de faire davantage connaître et comprendre le concept d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre aux principaux leaders d'opinion. Plus d'un millier de Canadiens ont assisté à ces séminaires partout au Canada, dont 175 hommes d'affaires et leaders d'opinion très chevronnés qui ont participé à l'une des six séances d'étude approfondie d'une durée d'une journée. Les participants représentaient tous les secteurs ciblés, notamment les secteurs forestier et minier, pétrolier et gazier, financier, agricole, de la fabrication, du transport, des services publics (y compris l'énergie renouvelable), ainsi que l'industrie lourde, les ONG, les municipalités, le milieu universitaire et les experts-conseils.

Puisque notre objectif principal, c'est de rejoindre les leaders d'opinion, nous avons planifié nos activités d'évaluation autour des séances d'étude approfondie d'une journée. Les données des évaluations (enquêtes auprès des participants) recueillies pour ces séances indiquent que les séminaires ont réussi à faire progresser la connaissance et la compréhension du sujet. Vingt-cinq pour cent des participants ont dit qu'ils ne connaissaient rien à l'échange de droits d'émission, ou peu de choses, avant les séminaires, 49 %, qu'ils avaient une certaine connaissance de ce sujet et 24 %, qu'ils en avaient une bonne connaissance. Après les séminaires, 40 % des participants ont dit comprendre maintenant les concepts généraux et pouvoir suivre une discussion ou une consultation sur l'échange de droits d'émission. Les autres (60 %) ont dit pouvoir maintenant comprendre une discussion ou une consultation sur l'échange de droits d'émission, et pouvoir y participer.

Appui accordé aux travaux de la TRNEE et perception de leur nécessité

L'un des principaux indicateurs de l'appui dont jouissent constamment nos travaux et de ce qu'ils sont considérés comme nécessaires, c'est que d'autres s'adressent à nous pour obtenir nos services. En 2001-2002, la demande pour nos services a augmenté. Comme cela avait été le cas au cours des exercices antérieurs, nous nous sommes efforcés de répondre à cette demande, mais les ressources dont nous disposions nous imposaient des contraintes. Voici quelques exemples clés des services que nous avons offerts, au cours du présent exercice financier, à la demande du gouvernement fédéral et d'organisations nationales et internationales.

- C'est en 2001-2002 que nous avons entrepris, à la demande du premier ministre, une initiative dont l'objectif est de mieux faire comprendre et connaître aux leaders d'opinion clés l'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre. Il s'agit d'une initiative très médiatisée, compte tenu de ses liens avec le Protocole de Kyoto et dont l'échéancier était très serré (quatre mois depuis la conception initiale de ce programme de 1,2 million de dollars jusqu'à la présentation finale des séminaires sur l'échange de droits d'émission).
- Notre initiative de trois ans sur les IDDE a vu le jour en septembre 2001, à la demande du ministère des Finances du Canada. En nous associant à Environnement Canada et à Statistique Canada, nous avons pu obtenir pour la TRNEE un financement supplémentaire de 4,5 millions de dollars sur trois ans pour l'exécution de cette initiative.
- En réponse à un mandat que l'ancien ministre des Finances a annoncé dans son budget de 2002, la TRNEE a lancé un programme de remise en état de sites urbains contaminés. Dans son discours du budget, le ministre avait déclaré ce qui suit :

...on trouve au Canada, comme dans la plupart des pays, des terres contaminées qui demeurent de ce fait inexploitées et improductives. De tels sites peuvent être assainis et contribuer par la suite à la santé et à la prospérité économique des collectivités locales. Ainsi, répondant au gouvernement, la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a accepté d'élaborer une stratégie nationale pour le réaménagement des terrains abandonnés afin que le Canada puisse continuer à jouer un rôle de leadership à l'échelle internationale en matière de mesures curatives.

- Pendant l'exercice en cours, on a demandé à la TRNEE de prendre la parole dans près de 200 conférences, réunions et ateliers au Canada et à l'étranger. Bien que nous n'ayons pu répondre à toutes les demandes parce que nos ressources sont limitées et en raison d'autres engagements de la TRNEE, des représentants de la TRNEE (nos membres, le président-directeur général, ainsi qu'un certain nombre de membres de la direction) ont pris la parole au cours de près de 80 manifestations, allant de grands événements nationaux à des réunions régionales auxquelles participaient un certain nombre de personnes.
- Pendant le présent exercice, le nombre de demandes de rencontres avec des organisations internationales a augmenté aussi. En 2001-2002, nous avons rencontré des représentants de l'Inde, du Royaume-Uni, de Singapour, de Roumanie et des Pays-Bas pour partager nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires.

Résultats du rendement en gestion

Stratégie d'information financière

Nous avons entrepris plusieurs initiatives cette année pour améliorer la façon dont nous fonctionnons. Par exemple, nous avons terminé la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie d'information financière (SIF). Cette stratégie devrait améliorer l'information et aider les ministères et les organismes à gérer leurs ressources et leurs activités ainsi qu'à améliorer l'information présentée au Parlement sur le coût de ces activités. La préparation de nos états financiers conformément aux normes du Conseil du Trésor fondées sur les principes comptables généralement reconnus au Canada est le résultat direct de la SIF. Ces états financiers, présentés à l'annexe 3, sont un outil important qui nous aide à rendre efficacement compte de l'utilisation de nos ressources.

Fonction de contrôleur moderne

Au cours du présent exercice, nous avons mis sur pied un bureau de projet pour gérer la mise en œuvre de l'initiative de modernisation de la fonction de contrôleur pour la TRNEE. Nous avons élaboré une approche unique et innovatrice d'évaluation de nos capacités de gestion moderne, en vue de notre exercice d'évaluation de la capacité prévu pour l'été 2002. Cette approche rentable nous permettra de déterminer quelles sont nos forces en gestion et quels sont les domaines à améliorer par la collaboration et le soutien.

Système de mesure du rendement

Les organisations du secteur public reconnaissent de plus en plus la nécessité d'élaborer et de déployer des systèmes de mesure du rendement afin que le rendement reste élevé. En fait, l'un des quatre éléments clés de la nouvelle initiative de modernisation de la fonction de contrôleur du gouvernement fédéral porte sur la mesure du rendement. La TRNEE a fait un effort concerté, au cours du dernier exercice, en consacrant le temps et les ressources nécessaires à la conception d'un système complet de mesure du rendement qui ait du sens pour une très petite organisation du secteur public. Compte tenu de ce qu'élaborer et mettre en œuvre un système de ce genre est une tâche complexe et qui exige du temps, la TRNEE a conçu, en 2001-2002, un cadre général de la mesure du rendement qui jette les bases de ce nouveau système. Ce nouveau cadre a été mis à l'essai avec succès au cours de l'année, à propos de notre programme de sensibilisation à l'échange des droits d'émission.

La TRNEE joue un rôle de leadership dans ce domaine parmi les petits organismes, un milieu qui comprend plus d'une soixantaine de petits ministères et organismes fédéraux. En fait, au cours du prochain exercice, nous dirigerons un projet conjoint de mesure du rendement avec l'Office des transports du Canada et l'Agence canadienne d'évaluation environnementale. Ce projet vise à faire avancer les travaux de la TRNEE relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un système de mesure du rendement et à nous permettre de déterminer comment le système que nous élaborons – y compris notre cadre, notre stratégie de mise en œuvre et notre approche – pourrait s'appliquer aux petits organismes en général.

SECTION 3 : Annexe 1 – Membres de la TRNEE

Président

Stuart L. Smith (au 21 juin 2002)

Président

ENSYN Technologies Inc.

Président

Harvey L. Mead (à partir du 8 août 2002)

Président

Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN)

Vice-présidente

Patricia McCunn-Miller

Vice-présidente

*Affaires environnementales et réglementaires
EnCana Corporation*

Vice-président

Ken Ogilvie

Directeur général

Pollution Probe Foundation

Harinder P. S. Ahluwalia

Président directeur-général

Systèmes Info-Électroniques Inc.

Paul G. Antle (au 5 juin 2002)

Président directeur-général

Island Waste Management Inc.

Edwin Aquilina*

Conseiller spécial au maire

Ville d'Ottawa

Jean Bélanger

Ottawa (Ontario)

Lise Brousseau

La Prairie (Québec)

Patrick Carson

Nobleton (Ontario)

Douglas B. Deacon

Propriétaire, Trailside Café and Adventures

Terry Duguid

Président

*Commission de protection de l'environnement
du Manitoba*

Sam Hamad, ing.

Vice-président, Industrie

Roche Ltée, Groupe conseil

Michael Harcourt

Associé principal

Institut de recherche sur le développement durable

Université de la Colombie-Britannique

Marie-Claire Hélie*

Vice-présidente

Financière Banque Nationale

Raymond E. Ivany (au 5 juin 2002)

Président

Collège communautaire de Nouvelle-Écosse

William Johnstone (au 8 avril 2002)

Moose Jaw (Saskatchewan)

Cindy Kenny-Gilday (au 5 juin 2002)

Conseillère principale

Affaires communautaires

Diavik Diamond Mines

Emery P. LeBlanc (à octobre 2001)

Président, Groupe métal primaire

et vice-président directeur, Alcan Inc.

Cristina Marques

Copropriétaire et promoteur, Dreamcoast Homes

Joseph O'Neill (au 5 juin 2002)

Hanwell (Nouveau-Brunswick)

Angus Ross

Président

L & A Concepts

Qussai Samak*

Conseiller syndical

Confédération des syndicats nationaux

John Wiebe

Président directeur-général

GLOBE Foundation of Canada

Judy G. Williams

Associée

MacKenzie Fujisawa

David J. McGuinty

Président-directeur général

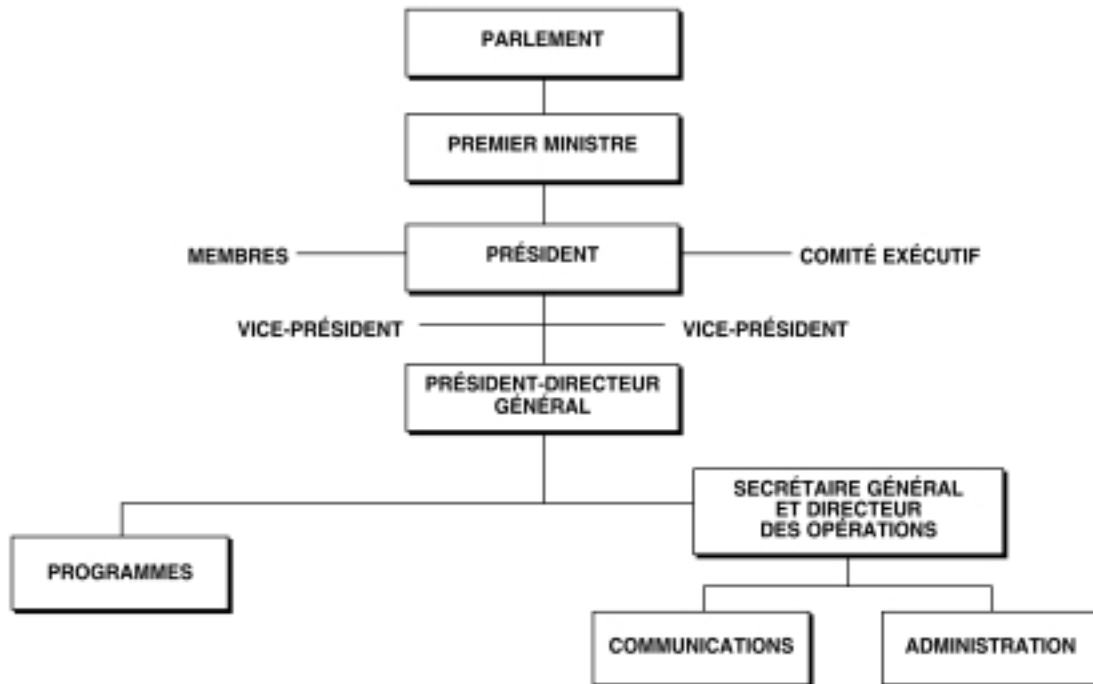
TRNEE

* Mandat ayant débuté le 9 avril 2000

Annexe 2 – Organigramme de la TRNEE

Le graphique suivant illustre la structure organisationnelle de la TRNEE ainsi que ses relations avec le Parlement.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE)



Annexe 3 – États financiers

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Énoncé de la responsabilité de la direction
Pour l'exercice terminé le 31 mars 2002

L'objectivité et l'intégrité des états financiers et des renseignements connexes présentés dans ce rapport annuel relèvent de la responsabilité de la direction et ont été soumises à l'examen du Comité exécutif de la Table ronde.

Ces états financiers ont été préparés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux normes du Conseil du Trésor fondées sur les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les lecteurs sont priés de tenir compte du contexte des principales conventions comptables qui sont énoncées dans les notes.

La direction a préparé et tient à jour des livres, des registres, des mécanismes de contrôle interne et des pratiques de gestion pour donner une assurance raisonnable que les actifs du gouvernement sont protégés et contrôlés, que les ressources sont gérées de façon économique et efficace aux fins de la réalisation des objectifs de la Table ronde, et que les opérations sont exécutées conformément à la Loi sur la gestion des finances publiques et à ses règlements et conformément aux politiques de l'organisme et aux exigences législatives. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des renseignements qui figurent dans les états financiers en procédant avec soin à la sélection, la formation et au perfectionnement d'un personnel qualifié, en adoptant des mesures organisationnelles qui assurent une répartition appropriée des responsabilités, et en créant des programmes de communication qui ont pour but d'assurer que les règlements, les politiques, les normes et les pouvoirs de gestion soient compris par tous les membres de l'organisme.

Les opérations et états financiers de la Table ronde ont été vérifiés par la vérificatrice générale du Canada, le vérificateur indépendant du gouvernement du Canada.

Ottawa, Canada

Le 21 juin 2002

Rapport du vérificateur

À la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie et au Premier ministre

J'ai vérifié l'état de la situation financière de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie au 31 mars 2002 et les états des résultats, de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Table ronde. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Table ronde au 31 mars 2002 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour la vérificatrice générale du Canada

Richard Flageole, FCA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada
le 21 juin 2002

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

État de la situation financière

Au 31 mars 2002, avec les chiffres correspondants au 1^{er} avril 2001

| | 2002 | 2001 |
|--|-----------|-----------|
| | \$ | \$ |
| ACTIFS | | |
| Actifs financiers | | |
| Somme à recevoir du Trésor | 850 733 | 1 154 916 |
| Débiteurs (note 5) | 51 235 | 32 890 |
| Stock de publications aux fins de revente | 62 642 | 67 010 |
| | 964 610 | 1 254 816 |
| Actifs non financiers | | |
| Charges payées d'avance | 12 765 | 4 750 |
| Immobilisations (note 6) | 398 176 | 133 629 |
| | 410 941 | 138 379 |
| TOTAL DES ACTIFS | 1 375 551 | 1 393 195 |
| PASSIFS ET AVOIR DU CANADA | | |
| Passifs court terme | | |
| Créiteurs et charges à payer (note 7) | 978 644 | 1 169 041 |
| Produits reportés (note 8) | — | 73 774 |
| | 978 644 | 1 242 815 |
| AVOIR DU CANADA | 396 907 | 150 380 |
| TOTAL DES PASSIFS ET DE L'AVOIR DU CANADA | 1 375 551 | 1 393 195 |

Engagements (note 9)

Les notes afférentes aux états financiers en sont partie intégrante.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

État des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2002 |
|--|------------------|
| | \$ |
| PRODUITS | |
| Financement par d'autres ministères (note 4) | 1 289 000 |
| Dons et produits du partage des frais (note 8) | 283 155 |
| Vente de publications | 9 184 |
| TOTAL DES PRODUITS | 1 581 339 |
| CHARGES | |
| Charges d'exploitation | |
| Services professionnels et spéciaux | 2 493 589 |
| Salaires et avantages sociaux | 2 002 706 |
| Transports et communications | 861 078 |
| Publications | 764 076 |
| Location | 325 552 |
| Mobilier et matériel | 106 300 |
| Services publics, matériel et fournitures | 51 236 |
| Amortissement | 47 056 |
| Réparations et entretien | 22 242 |
| | 6 673 835 |
| Comité exécutif | |
| Voyages et indemnités de déplacement | 14 650 |
| Honoraires | 3 970 |
| | 18 620 |
| Autres comités | |
| Voyages et indemnités de déplacement | 189 800 |
| Honoraires | 130 405 |
| | 320 205 |
| TOTAL DES CHARGES | 7 012 660 |
| COÛT NET D'EXPLOITATION | 5 431 321 |

Les notes afférentes aux états financiers en sont partie intégrante.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

État de l'avoir du Canada

Pour l'exercice terminé le 31 mars

| | 2002 |
|--|----------------|
| | \$ |
| Avoir du Canada, début d'exercice | 150 380 |
| Coût net d'exploitation | (5 431 321) |
| Services fournis gratuitement (note 4) | 227 000 |
| Variation de la somme à recevoir du Trésor | (304 183) |
| Encaisse nette fournie par le gouvernement | 5 755 031 |
| Avoir du Canada, fin d'exercice | 396 907 |

Les notes afférentes aux états financiers en sont partie intégrante.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

État des flux de trésorerie

Pour la période terminée le 31 mars

| | 2002 |
|---|------------------|
| | \$ |
| Activités d'exploitation | |
| Coût net d'exploitation | 5 431 321 |
| Éléments sans incidence sur l'encaisse inclus dans le coût d'exploitation : | |
| Moins : Amortissement des immobilisations | (47 056) |
| Services fournis gratuitement | (227 000) |
| Variations à l'état de la situation financière : | |
| Diminution des produits reportés | 73 774 |
| Diminution des créiteurs et charges à payer | 190 397 |
| Augmentation des débiteurs | 18 345 |
| Diminution du stock de publications aux fins de revente | (4 368) |
| Augmentation des charges payées d'avance | 8 015 |
| Besoins de trésorerie pour les activités d'exploitation | 5 443 428 |
| Activités d'investissement | |
| Acquisition d'immobilisations | 311 603 |
| Besoins de trésorerie pour les activités d'investissement | 311 603 |
| Encaisse nette fournie par le gouvernement | 5 755 031 |

Les notes afférentes aux états financiers en sont partie intégrante.

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Notes aux états financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2002

1. Pouvoirs et objectif

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (Table ronde), constituée en 1994 en vertu de la Loi sur la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, est un établissement public aux termes de l'annexe II de la Loi sur la gestion des finances publiques. La Table ronde atteint son objectif de promotion du développement durable et d'intégration de l'environnement et de l'économie dans la prise de décisions dans tous les secteurs en réalisant des études, en organisant des « dialogues » d'intervenants au niveau multilatéral sur des sujets précis et dans certains secteurs économiques, en formulant des conseils, en menant des activités d'éducation et de communications, et en servant de catalyseur du changement. Ses dépenses d'exploitation sont financées principalement par une autorisation budgétaire annuelle et, dans une moindre mesure, par le recouvrement et le partage des frais de certaines activités. Les avantages sociaux des employés sont conformes aux autorisations législatives appropriées.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés suivant la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux normes du Conseil du Trésor fondées sur les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales conventions comptables s'énoncent comme suit :

a) Somme à recevoir du Trésor

La Table ronde exerce ses activités à même les fonds du Trésor qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les rentrées de fonds de la Table ronde sont déposées dans le Trésor et tous les débours faits par la Table ronde proviennent du Trésor. La somme à recevoir du Trésor représente le montant d'encaisse que la Table ronde a le droit de tirer du Trésor sans autres crédits budgétaires, afin de s'acquitter de ses obligations.

b) Régime de retraite

Les employés de la Table ronde participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et la Table ronde cotisent à parts égales à ce régime. La cotisation de la Table ronde au cours de l'exercice s'est chiffrée à 208 516 \$. Les cotisations, qui représentent l'ensemble des obligations de la Table ronde, sont constatées dans les comptes de l'exercice au cours duquel les contributions sont versées.

c) Débiteurs

Les débiteurs sont présentés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour tous les débiteurs où le recouvrement est incertain.

d) Stock de publications aux fins de revente

Le stock de publications aux fins de revente de la Table ronde est vendu par un distributeur indépendant. Ce distributeur a droit à une commission de 50 p. 100 du prix de vente de chaque publication vendue. Le stock aux fins de revente est évalué à sa valeur de réalisation nette, toujours inférieure au coût.

e) Immobilisations

Les immobilisations dont le coût d'acquisition est de 2 000 \$ ou plus sont capitalisées selon le coût et amorties selon une méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative. La vie utile estimative de chaque catégorie d'immobilisations se présente comme suit :

| Catégorie | Vie utile |
|--|---------------------------------------|
| Matériel informatique et logiciels achetés | 3 ans |
| Mobilier et équipement | 10 ans |
| Améliorations locatives | moindre de la durée du bail et 10 ans |

f) Produits reportés

Les produits reportés comprennent les sommes reçues pour des services futurs, ainsi que les avances de fonds reçues de tiers à des fins déterminées. Les produits reportés sont constatés comme produits d'exploitation lorsque les services connexes sont fournis.

g) Services reçus gratuitement des autres ministères

Les services reçus gratuitement des autres ministères sont comptabilisés à titre de charges à leur coût estimatif. Une somme correspondante est directement créditée à l'avoir du Canada.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers oblige la direction à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui influent sur l'actif, le passif, les produits et les charges déclarés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considérait que les estimations et les hypothèses étaient raisonnables. L'amortissement des immobilisations, la réduction de la valeur du stock de publications aux fins de revente et la radiation de ce stock sont les éléments les plus importants pour lesquels on a eu recours à des estimations.

3. Modifications de conventions comptables

Au cours des exercices précédents, la Table ronde préparait un état financier selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée. Pour la première fois, la Table ronde a préparé un jeu d'états financiers selon la méthode de la comptabilité d'exercice conformément aux normes du Conseil du Trésor fondées sur les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les principales modifications sont les suivantes :

a) Présentations aux états financiers et chiffres correspondants

Au cours des exercices précédents, l'état financier de la Table ronde consistait dans un état des résultats et de notes y afférent. Les états financiers de la Table ronde au 31 mars 2002 contiennent un état de la situation financière, un état des résultats, un état de l'avoir du Canada, un état des flux de trésorerie et des notes aux états financiers. Il n'est ni pratique ni possible pour la Table ronde de donner des montants correspondants pour les états des résultats, de l'avoir du Canada et des flux de trésorerie, car l'information n'est pas disponible et il serait impossible de préciser avec une assurance raisonnable des estimations des exercices antérieurs. Les montants correspondants ne sont présentés que dans l'état de la situation financière.

b) Débiteurs

Au cours des exercices précédents, les produits étaient constatés en fonction de la comptabilité de caisse. Au cours de l'exercice, la Table ronde a modifié rétroactivement sa convention comptable s'appliquant aux débiteurs pour adopter celle décrite dans la note 2 c).

c) Stock de publications aux fins de revente

Au cours des exercices précédents, le stock de publications aux fins de revente était imputé aux résultats selon la comptabilité de caisse. Au cours de l'exercice, la Table ronde a modifié rétroactivement sa convention comptable s'appliquant au stock de publications aux fins de revente pour adopter celle décrite dans la note 2 d).

d) Immobilisations

Au cours des exercices précédents, les acquisitions d'immobilisations étaient imputées aux dépenses d'exploitation au cours de l'exercice d'acquisition. Pour l'exercice 2002, la Table ronde a modifié rétroactivement sa convention comptable s'appliquant aux immobilisations. Les frais sont désormais capitalisés et amortis sur la durée de vie utile des immobilisations, tel que précisé dans la note 2 e). Au cours de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations d'un montant de 311 603 \$, qui auraient auparavant été passées en charges, ont été capitalisées. L'amortissement de l'exercice, qui se chiffre à 47 056 \$, a été comptabilisé dans l'état des résultats.

4. Opérations entre entités apparentées

La Table ronde est une propriété commune du gouvernement du Canada, comme tous les ministères et les sociétés d'État. La Table ronde effectue des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon les modalités commerciales usuelles s'appliquant à tous les particuliers et à toutes les entreprises.

Au cours de l'exercice, la Table ronde a reçu d'autres ministères la somme de 1 289 000 \$ à titre de financement de projets conjoints, dont 1,2 millions de dollars d'Environnement Canada.

La Table ronde a également engagé des charges de 1 055 853 \$, dont 227 000 \$ pour les services fournis gratuitement. Les services fournis gratuitement comprennent 185 000 \$ pour la location de locaux, 40 000 \$ pour les services de vérification et 2 000 \$ de services d'administration de la paie.

5. Débiteurs (au net des provisions)

| | 2002 | 2001 |
|---|--------|--------|
| Autres ministères | 34 991 | 30 000 |
| Tiers | 16 244 | 2 890 |
| Total des débiteurs (au net des provisions) | 51 235 | 32 890 |

6. Immobilisations

| | Coût au 1er avril 2001 | Ajouts nets | Coût au 31 mars 2002 |
|--|---------------------------|-------------|-------------------------|
| Améliorations locatives | — | 182 521 | 182 521 |
| Matériel informatique et logiciels achetés | 123 951 | 93 800 | 217 751 |
| Mobilier et équipement | 106 944 | 35 282 | 142 226 |
| | 230 895 | 311 603 | 542 498 |

| | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette au 31 mars 2002 | Valeur comptable nette au 1er avril 2001 |
|--|-------------------------|--|--|
| Améliorations locatives | 3 030 | 179 491 | — |
| Matériel informatique et logiciels achetés | 93 717 | 124 034 | 63 225 |
| Mobilier et équipement | 47 575 | 94 651 | 70 404 |
| | 144 322 | 398 176 | 133 629 |

L'amortissement de l'exercice terminé le 31 mars 2002 se chiffre à 47 056 \$.

7. Crédoiteurs et charges à payer

| | 2002 | 2001 |
|--|---------|-----------|
| Fournisseurs | 782 454 | 1 132 729 |
| Autres ministères | 196 190 | 36 312 |
| Total des crédoiteurs et charges à payer | 978 644 | 1 169 041 |

8. Produits reportés

| | 2002 | 2001 |
|--|-----------|-----------|
| Solde d'ouverture | 73 774 | 197 852 |
| Plus : fonds reçus au cours de l'exercice | 209 381 | 51 044 |
| Moins : sommes constatées au cours de l'exercice | (283 155) | (175 122) |
| Solde de fermeture | — | 73 774 |

9. Engagements

Au 31 mars 2002, la Table ronde avait conclu une entente de location à long terme pour un photocopieur de bureau ayant une valeur résiduelle de 59 490 \$. Les versements minimums futurs sont de :

| | |
|-----------|-----------|
| 2002-2003 | 12 100 \$ |
| 2003-2004 | 12 100 \$ |
| 2004-2005 | 12 100 \$ |
| 2005-2006 | 12 100 \$ |
| 2006-2007 | 11 090 \$ |

10. Crédits parlementaires

La Table ronde est essentiellement financée par le gouvernement du Canada par le biais de crédits parlementaires, qui sont surtout fondés sur les besoins de trésorerie. Les postes constatés dans l'état des résultats et dans l'état de l'avoir du Canada au cours d'un exercice peuvent être financés par des crédits parlementaires des exercices précédents et à venir. Ainsi, les résultats d'exploitation de la Table ronde selon le financement du gouvernement sont différents de ceux selon la comptabilité d'exercice. Ces écarts sont rapprochés ci-dessous.

a) Rapprochement des résultats nets d'exploitation et du total des crédits parlementaires utilisés :

| | 2002 |
|--|-----------------|
| Coût net d'exploitation | 5 431 321 |
| Rajustements pour les postes sans incidence sur les crédits : | |
| Moins : Amortissement | (47 056) |
| Services fournis gratuitement | (227 000) |
| Congés annuels et temps compensatoire | (34 998) |
| Stock utilisé | (4 368) |
| Plus : Augmentation des charges payées d'avance | 8 015 |
| Augmentation des débiteurs | 18 345 |
| | <hr/> 5 144 259 |
| Rajustements pour les postes ayant une incidence sur les crédits : | |
| Plus : Acquisitions d'immobilisations | 311 603 |
| Moins : Dépenses de production de publications à des fins de revente (9 184) | <hr/> 302 419 |
| Total des crédits parlementaires utilisés | <hr/> 5 446 678 |

b) Rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés :

| | 2002 |
|--|-----------------|
| Crédit parlementaire – approuvé : | |
| Crédit 40 et 40(b) – Dépenses de fonctionnement | 5 331 500 |
| Crédits statutaires – approuvé : | |
| Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés | 308 000 |
| Produits des publications conformément au paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> | 9 184 |
| | <hr/> 5 648 684 |
| Moins : Crédits non utilisés – exploitation | (202 006) |
| Total des crédits parlementaires utilisés | <hr/> 5 446 678 |

Annexe 4 – Tableaux financiers

Tableau financier 1 – Résumé des crédits approuvés

Le tableau ci-dessous montre que nous avons dépensé 5,4 millions de dollars, soit 96 % de nos crédits parlementaires.

| Besoins financiers par autorisation (en milliers de dollars) | | | |
|---|-------------------------|------------------------------|-------------------------|
| Crédit | 2001-2002 | | |
| | Dépenses prévues | Autorisations totales | Dépenses réelles |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | | | |
| 40 Dépenses de fonctionnement | 5 052 | 5 332 | 5 129 |
| (S) Contributions aux régimes d'avantages sociaux | 308 | 308 | 308 |
| (S) Dépenses en vertu du paragraphe 29.1 (1) de la LGFP | 20 | 9 | 9 |
| Total de l'organisme | 5 380 | 5 649 | 5 446 |

Tableau financier 2 – Comparaison de l'ensemble des dépenses prévues et des dépenses réelles

Nos dépenses réelles en 2001-2002 ont été plus élevées que nos dépenses prévues parce que nous avons pu reporter à l'exercice en cours des fonds non dépensés de l'exercice antérieur. En outre, nos dépenses réelles incluent une compensation pour des conventions collectives qui ont été signées en 2000-2002, après la présentation de nos estimations principales (dépenses prévues).

| Dépenses prévues contre dépenses réelles (en milliers de dollars) | | | |
|--|-------------------------|------------------------------|-------------------------|
| | | 2001-2002 | |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | Dépenses prévues | Autorisations totales | Dépenses réelles |
| Équivalents temps plein (ETP) | 28 | 28 | 28 |
| Fonctionnement | 5 380 | 5 649 | 5 446 |
| Dépenses en capital | - | - | - |
| Subventions et contributions approuvées | - | - | - |
| Total des dépenses brutes | 5 380 | 5 649 | 5 446 |
| Moins : Recettes disponibles | - | - | - |
| Total des dépenses nettes | 5 380 | 5 649 | 5 446 |
| Recettes non disponibles | -20 | -9 | -9 |
| Coût des services fournis par d'autres ministères ou organismes | 188 | 227 | 227 |
| Coût net du programme | 5 548 | 5 867 | 5 664 |

Tableau financier 3 – Comparaison dans le temps de l'ensemble des dépenses prévues et des dépenses réelles

Nos dépenses ont augmenté au cours des trois dernières années en raison surtout de l'accroissement du financement que nous avons reçu pour réaliser notre initiative IDDE.

| Comparaison dans le temps de l'ensemble des dépenses prévues et des dépenses réelles (en milliers de dollars) | | | | | |
|--|--------------------------|--------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------|
| Secteur d'activité | Réelles 1999-2000 | Réelles 2000-2001 | 2001-2002 | | |
| | | | Dépenses prévues | Autorisations totales | Réelles |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | 3 320 | 4 379 | 5 380 | 5 649 | 5 446 |
| Total | 3 320 | 4 379 | 5 380 | 5 649 | 5 446 |

Tableau financier 4 – Recettes non disponibles

Nos recettes non disponibles correspondent aux recettes de la vente de nos publications. Le montant réel de nos recettes a diminué au cours des trois dernières années, surtout parce que nous rendons aussi ces publications accessibles à tous les Canadiens sur notre site Web.

| Recettes non disponibles (en milliers de dollars) | | | | | |
|--|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|----------------|
| Secteur d'activité | Réelles 1999-2000 | Réelles 2000-2001 | 2001-2002 | | |
| | | | Dépenses prévues | Autorisations totales | Réelles |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | 19 | 11 | 20 | 9 | 9 |
| Total | 19 | 11 | 20 | 9 | 9 |

Annexe 5 – Liste des intervenants clés ayant participé au processus de la TRNEE en 2001-2002

Comité d'orientation sur l'Initiative des indicateurs de développement durable et de l'environnement (IDDE)

Stuart L. Smith, (Président, de la TRNEE, Co-Président du comité d'orientation),
Président, ENSYN Technologies Inc.

Peter Pearce, Ph.D, (Co-Président du comité d'orientation), Professeur émérite,
Gestion des ressources et des forêts, University of British Columbia

Mark Anielski, (ancien) Directeur, Green Economics Program, Pembina Institute for
Appropriate Development

Paul Antle, (Membre de la TRNEE) Président et premier dirigeant, Island Waste
Management Inc.

Gary Bull, Ph.D, Professeur assistant, Gestion des ressources forestières, University of
British Columbia

Diane Caroll, Sous-ministre adjointe associée intérimaire, Politiques et communications,
Environnement Canada *

Ron Colman, Ph.D, Directeur, GPI Atlantic

Peter Drake, Vice-président et économiste en chef adjoint, Groupe financier de la banque
TD

Pierre Gosselin, Directeur, Centre hospitalier universitaire de Québec

Peter Hardi, Ph.D, Attaché supérieur de recherche et directeur du programme de mesure
et d'indicateurs, Institut international du développement durable

Yvan Hardy, Sous-ministre adjoint, Service canadien des forêts, Ressources naturelles
Canada *

Raymond Ivany, Président, Nova Scotia Community College

Claude-André Lachance, Directeur, Politiques publiques, Dow Chemical Canada

Keith Leggat, Gestionnaire principal, Alberta Environnement

David Marshall, Directeur général, Fraser Basin Council

Margaret McCuaig-Johnston, Directrice générale, Développement économique et
finances intégrées, Ministère des Finances *

Dann M. Michols, Sous-ministre adjoint, Direction générale de la Santé
environnementale et de la sécurité des consommateurs, Santé Canada *

Linda Nowlan, Directrice générale, West Coast Environmental Law Association

Nicholas Parker, Directeur, Sustainable Asset Management Equity Partners Ltd.

David D. Rodier, Premier vice-président, Noranda Inc.

Andrew Sharpe, Ph.D, Directeur général, Centre d'étude des niveaux de vie

Claude Simard, Directeur, Division des comptes et de la statistique de l'environnement,
Statistique Canada *

Philip Smith, Statisticien en chef adjoint, Responsable, du secteur des comptes nationaux
et des études analytiques, Statistique Canada *

Robert Smith, Agent principal technique, Comptes des ressources naturelles et des
déchets, Statistique Canada *

* Indique membres du comité nommés d'office

Danielle Tanguay, Présidente, Tréma Gestion Conseil Inc.
Hassan Yussuff, Vice-président exécutif, Congrès du travail du Canada
Sandra Zagon, Attachée de recherche principale, Projet sur les indicateurs de la qualité de vie, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques

IDDE - Groupe de concertation du capital humain

Cliff Halliwell, Directeur général, Direction de la recherche appliquée et de l'analyse, Santé Canada *

Andrew S. Harvey, Professeur d'économie, Directeur, Time Use Research Program St. Mary's University

Pierre Laliberté, Congrès du Travail du Canada

Joe Ruggeri, Directeur d'économie régionale de Vaughan, Département d'économie, University of New Brunswick

Andrew Sharpe, Directeur général, Centre d'étude du niveau de vie

Claude Simard, Directeur, Division des comptes et de la statistique de l'environnement, Statistique Canada *

Sherri Torjman, Vice-présidente, Caledon Institute of Social Policy

Sandra Zagon, Attachée de recherche principale, Projet sur les indicateurs de la qualité de vie, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques

IDDE - Groupe de concertation des ressources non renouvelables

Alice Born, Chef, Section des enquêtes et des comptes, de protection de l'environnement, Statistique Canada

Douglas Bruchet, Premier vice-président, Recherche d'énergie environnementale, Canadian Energy Research Institute (CERI)

John M. Hartwick, Professeur, Département d'économie, Queen's University

Wendy Ripmeester, Analyste de la politique, Division de l'analyse et de la coordination de la politique,

Ressources naturelles Canada *

David D. Rodier, Premier vice-président, Environnement, sécurité et hygiène, Noranda Inc.

IDDE - Groupe de concertation des terres et sols

Mark Anielski, (ancien) Directeur, Green Economics Program, Pembina Institute for Appropriate Development

Josef Cihlar, Chef, Centre canadien de télédétection, Ressources naturelles Canada *

Steven Curtis, Directeur général, Association for Biodiversity Information - Canada

Nancy Hofmann, Analyste des statistiques environnementales, Section de l'analyse spatiale, Statistique Canada *

Kevin Kavanagh, Directeur, Programme de conservation nationale, Fonds mondial pour la nature Canada

Ian Marshall, Conseiller principal de l'évaluation et des rapports, Bureau national des indicateurs et de l'évaluation, Environnement Canada *

* Indique membres du comité nommés d'office

Terence (Terry) McRae, Analyste environnemental, Bureau de l'environnement,
Agriculture et agroalimentaire Canada
Jennifer Scott, Consultante, Jennifer Scott Consulting
Harvey Thorleifson, Chercheur scientifique, Sous-division de la Géologie du Quaternaire,
Ressources Naturelles Canada *

IDDE - Groupe de concertation des ressources renouvelables

Simon Bridge, Analyste politique sur les critères et indicateurs, Politiques et
planification,
Ressources naturelles Canada *

Gary Bull, Ph.D, Professeur adjoint, Gestion des ressources forestières, University of
British Columbia

Tony Charles, Science de la gestion / Étude environnementale, Saint Mary's University

Rod Dobell, Professeur, Administration publique, Université de Victoria

Gerry Gravel, Chef, Évaluation, Division des comptes et de la statistique de
l'environnement, Statistique Canada *

Ole Hendrickson, Conseiller scientifique, Bureau de la convention sur la biodiversité,
Environnement Canada *

Mark Hubert, Directeur, Politique des pratiques d'aménagement forestier durable,
Association des produits forestiers du Canada

Tom Niemann, Conseiller principal, Bureau de politique et planification ministérielle,
Ministry of Forests – Colombie Britannique

Goradz Ruseski, Économiste principal, Analyses économiques, Pêches et océans Canada

Hubert Saulnier, Président, Marine Resource Center

Sara Justine Wilson, Gestionnaire de programmes, Fédération canadienne de la nature

IDDE - Groupe de concertation sur la qualité de l'air et les conditions atmosphériques

Rick Burnett, Surveillance d'hygiène du milieu, Bureau des services de politiques et de
programmes, Santé Canada *

Quentin Chiotti, Conseiller principal, Changements climatiques, Pollution Probe

Philippe Crabbé, Professeur, Département d'économie, Université d'Ottawa

Henry Hengeveld, Conseiller scientifique principal, Changements climatiques,
Évaluation de la Science et Intégration, Environnement Canada *

P.K. Misra, Adjoint au directeur, Ministère de l'environnement, Ontario

Robert Smith, Agent principal technique, Comptes des ressources naturelles et des
déchets, Statistique Canada *

Douw G. Steyn, Directeur, Science One Program, University of British Columbia

Ken Stubbs, Département de planification des politiques, Greater Vancouver Regional
District

* Indique membres du comité nommés d'office

IDDE - Groupe de concertation des ressources hydriques

Ron Bothe, Directeur, Bureau des opérations environnementales, Gouvernement de l'Alberta

Brian Denney, Directeur d'aménagement des bassins versants, Toronto and Region Conservation Authority

Jim Frehs, Analyste principal des politiques, Responsabilité sociale des entreprises et environnement, Ressources naturelles Canada *

Henry Lickers, Directeur, Département de l'Environnement, Mohawk Council of Akwesasne (MCA)

David Marshall, Directeur général, Fraser Basin Council

François Souldard, Analyste de recherche, Section de l'analyse spatiale, Statistique Canada*

Nancy Stadler-Salt, Agente, Liaison scientifique, Région de l'Ontario, Environnement Canada *

Michel Villeneuve, Économiste, Économie environnementale, Environnement Canada *

Écologisation de la fiscalité - Groupe consultatif d'experts

Mark Anielski, (ancien) Directeur, Pembina Institute for Appropriate Development

Elizabeth Atkinson, Consultante Principale, Marbek Resource Consultants Ltd.

Ken Baker, Sous-ministre adjoint, Green Economy, Secrétariat de la Colombie-Britannique

Stephan Barg, Conseiller adjoint et principal de programme, International Institute for Sustainable Development

Gilles Beaudet, Fondation Québécoise en environnement

Jerry Beausoleil, Directeur Général, Direction générale de la politique stratégique, Industrie Canada *

Jean Bélanger, (Membre de la TRNEE) et Président, Comité des instruments économiques

Jack Belletrutti, Vice-président, Institut canadien des produits pétroliers

Steve Blight, Chef de projet, Affaires économiques et réglementaires, Environnement Canada *

Mark Bowlby, Économiste, Ressources, énergie et environnement, Finances Canada *

Lise Brousseau, (Membre de la TRNEE)

Jim Campbell, Directeur, Division de l'analyse économique et fiscale, Secteur de l'énergie, Ressources naturelles Canada *

Krista Campbell, Ressources énergie et environnement, Finances Canada *

Daniel Cayen, Directeur, Direction des partenariats environnementaux, ministère de l'Environnement et de l'Énergie, Gouvernement de l'Ontario

Nathalie Chalifour, Conseillère principale, Commerce, investissement et politiques, Fonds mondial pour la nature

Mike Cleland, Vice-président principal, Association canadienne de l'électricité

Fiona Cook, Vice-présidente, Commerce international et relations gouvernementales, Association canadienne des produits forestiers

* Indique membres du comité nommés d'office

John Dillon, Vice-président, Environnement et conseiller juridique, Conseil canadien des chefs d'entreprise

Richard Dixon, Policy Secretariat, Alberta Environnement

Stephen Dobson, Spécialiste de l'analyse économique, Alberta Environnement

David Goffin, Secrétaire-trésorier et Vice-président, Affaires économiques et commerciales, Association canadienne des fabricants de produits chimiques

Dan Goldberger, Conseiller principal, Finances, Association canadienne de l'électricité

Peter Globensky, Directeur général, Conseil canadien des ministres de l'environnement

Martin Green, Directeur, Politique des cadres économiques, Industrie Canada *

Frédéric Guay, Analyses économiques, ministère de l'Environnement du Québec

Chantal Guertin, Économiste en énergie, International Institute for Sustainable Development

Brian Guthrie, Directeur, Service de gestion de l'innovation et du savoir, Conference Board of Canada

Arlin Hackman, Vice-président, Conservation, Fonds mondial pour la nature Canada

Michael Harcourt, (Membre de la TRNEE), associé principal, Sustainable Development Research Institute

Doug Horswill, Vice-président, Environnement et affaires publiques, Cominco Limited

Allan Howatson, Chargé de recherche principale, Programme de recherche sur l'entreprise et l'environnement, Conference Board of Canada

Rick Hyndman, Conseiller principal en politiques, Changement climatique, Association canadienne des producteurs pétroliers

Colin Isaacs, Président, Contemporary Information Analysis Ltd.

Michael Kelly, Directeur du développement durable, TransAlta Corporation

Sue Kirby, Sous-ministre adjointe associée, Secteur de l'énergie, Ressources naturelles Canada *

Luis Leigh, Directeur intérimaire, Économie environnementale, Environnement Canada *

Eric Leviten, Rechercheur principal, Caledon Institute of Social Policy

Ingrid Liepa, Conseiller juridique principal en environnement, TransAlta Corporation

Gordon Lloyd, Vice-président, Affaires techniques, Association canadienne des fabricants de produits chimiques

Kerry Mattila, Vice-président, Institut canadien des produits pétroliers

Elizabeth May, Directrice générale, Sierra Club du Canada

Stephen McClellan, Directeur général, Affaires économiques et réglementaires, Environnement Canada *

Margaret McCuaig-Johnston, Directrice générale, Direction du développement économique et des finances intégrées, Finances Canada *

Patricia McCunn-Miller, (Membre de la TRNEE) Vice présidente, Affaires réglementaires et environnementales, EnCana Corporation

Barry McFarlane, Économiste consultant, Gouvernement de l'Ontario

Robert McLean, Directeur, Conservation de la faune, Service canadien de la faune, Environnement Canada

Jack Mintz, Président-directeur général, Institut C.D. Howe

Bob Mitchell, Vice-président, Climate Change Central

* Indique membres du comité nommés d'office

Ronald Nielsen, Directeur, Affaires environnementales et viabilité, Alcan Inc.
Kenneth B. Ogilvie, (Membre de la TRNEE) et directeur général, Pollution Probe Foundation
Nancy Olewiler, Professeure, Département des sciences économiques, Simon Fraser University
David Parker, Directeur, Affaires réglementaires et publiques, Cominco Limited
Dan Paszkowski, Vice-président, L'Association minière du Canada
David Pollock, Directeur général, Pembina Institute for Appropriate Development
Hugh Porteous, Directeur, Recherche et affaires générales, Alcan Inc.
Arthur R. Price, Président-directeur général, Axia Net Media Corporation
Gilles Rhéaume, Vice-président, Conference Board of Canada
Chris Rolfe, Conseiller du personnel, West Coast Environmental Law
Angus Ross, (Membre de la TRNEE) et Président, L&A Concepts
Jack H. Ruitenbeek, Consultant, H.J. Ruitenbeek Resource Consulting Limited
Kai Schlegelmilch, Consultant, Protection de la nature et sécurité nucléaire, ministère fédéral de l'Environnement, Allemagne
Stuart L. Smith, (Président, TRNEE)
Amy Taylor, Recherchiste principale, Pembina Institute for Appropriate Development
Lee Thiessen, Directeur, Planning and Evaluation Section, British Columbia Ministry of Environment, Land & Parks
Joe Thwaites, Président, Taylor Munro Energy Systems Inc.
Glen Toner, animateur pour un programme d'EF, Professeur, département de l'environnement, Carleton University
Sherri Torjman, Vice-présidente, Caledon Institute of Social Policy
Alexandre Turgeon, Premier vice-président, Vivre en Ville
Barry Turner, Directeur des relations gouvernementales, Canards Illimités Canada
Thomas Van Camp, Analyste principal de la politique, Politiques des cadres économiques, Industrie Canada *
Peter Victor, Doyen, faculté des études environnementales, Université York
Hassan Yussuff, Vice-président exécutif, Congrès du travail du Canada

Écologisation de la fiscalité - Groupe de travail sur les paysages agricoles

Gilles Beaudet, Fondation Québécoise de l'Environnement
Jean Bélanger, (Membre de la TRNEE) et président, Comité des instruments économiques
Kenneth Belcher, Professeur adjoint, Centre for Studies in Agriculture, Law and the Environment, Department of Agricultural Economics, University of Saskatchewan
Steve Blight, Chef de projet, Affaires économiques et réglementaires, Environnement Canada
Richard Dixon, Policy Secretariat, Alberta Environnement
Bob Dobson, Exploitant agricole, Conservation, Cobden, Ontario
Jan Dyer, Directeur général adjoint, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAFC) *
(Remplaçants AAFC :
Jackie Holden, Élaboration des politiques intersectorielles

* Indique membres du comité nommés d'office

Asim Maqbool, Économiste chercheur
Roger Martini, Économiste, Projets spéciaux)
Brian Gray, directeur des programmes de conservation, Canards Illimités Canada
Frédéric Guay, Analyses économiques, ministère de l'Environnement du Québec
Jennifer Higginson, Analyste des politiques, Fédération canadienne de l'agriculture (FCA)
(Remplaçante FAC : Nicole Howe, analyste des politiques)
William Johnstone, (Membre de la TRNEE), Moose Jaw, Saskatchewan
Robert McLean, Directeur, Conservation de la faune, Service canadien de la faune, Environnement Canada *
Nancy Olewiler, Professeure, Département des sciences économiques, Simon Fraser University
Thomas Shenstone, Chef, Agriculture et pêcheries, Finances Canada *
(Remplaçants, Finances Canada :
Shamika Sirimanne, Économiste principal, Division de la politique de développement économique
Krista Campbell, Ressources, énergie et environnement)

Experts ayant effectué une présentation :

David Armitage, Chercheur principal, Fédération de l'agriculture de l'Ontario
Geri Kamenz, Président, Environnement, Fédération canadienne de l'agriculture (FCA)
Alexandra Leroux, Agente de développement, Clubs-conseils en Agro-Environnement
Robert Stephenson, Directeur, Conservation and Environmental Programs, United States Department of Agriculture

Écologisation de la fiscalité –
Groupe de travail sur l'assainissement du transport

Jean Bélanger, (Membre de la TRNEE) et président, Comité des instruments économiques
Steve Blight, Chef de projet, Affaires économiques et réglementaires, Environnement Canada *
Eric Boudreault, Politiques des carburants, Division du pétrole, Ressources naturelles Canada *
David Bradley, Président-directeur général, Alliance canadienne du camionnage
Donald Dewees, Département des sciences économiques, University of Toronto
Richard Gilbert, Directeur de la recherche, Le Centre pour un transport durable
Michael Hanrahan, Services juridiques, Irving Oil Inc.
Sue Kirby, Sous-ministre adjointe associée, Secteur de l'énergie, Ressources naturelles Canada *
Ron Lennox, Vice-président, Affaires réglementaires, Alliance canadienne du camionnage
Bob Lyman, Directeur principal, Division du pétrole, Ressources naturelles Canada *
Kerry Mattila, Vice-président, Institut canadien des produits pétroliers

* Indique membres du comité nommés d'office

Steve McCauley, Directeur, Pétrole, gaz et énergie, Environnement Canada *

Mark Nantais, Président, Association canadienne des constructeurs de véhicules

Kenneth Ogilvie, (Membre de la TRNEE) et directeur général, Pollution Probe Fondation

Beatrice Olivastri, Présidente-directrice générale, Les Ami(e)s de la terre

Finn Poschmann, Analyste principal des politiques, Institut C.D. Howe

Peter Reilly-Roe, Adjoint au directeur, Énergie reliée au transport, Ressources naturelles Canada

Angus Ross, (Membre de la TRNEE) et président, L&A Concepts

Helen Ryan, Conseillère principale, Instruments écologiques, Environnement Canada *

Amelia Shaw, Directrice des Affaires Publiques, Association canadienne du transport urbain

Mark Tushingham, Sous-chef par intérim, Opérations de raffinage, Pétrole, gaz et énergie, Environnement Canada *

Écologisation de la fiscalité –

Groupe de travail sur les substances chimiques préoccupantes

John Arseneau, Directeur général, Prévention de la pollution par des toxiques, Protection de l'environnement, Environnement Canada

Jean Bélanger, (Membre de la TRNEE) et Président, Comité des instruments économiques

David Bennett, Directeur national, Comité de l'environnement, Congrès du travail du Canada

Ed Berry, Vice-président, Association canadienne des manufacturiers de spécialités chimiques (ACMSC)

Mark Bowlby, Économiste, Ressources, énergie et environnement, Finances Canada

Daniel Cayen, Directeur, Direction des partenariats environnementaux, ministère de l'Environnement et de l'Énergie, gouvernement de l'Ontario

Michael Cloghesy, Président, Centre patronal de l'environnement du Québec

Rick Findlay, Directeur, Bureau d'Ottawa, Pollution Probe Fondation

Barry Lacombe, Président, Association canadienne des producteurs d'acier

Justyna Laurie-Lean, Vice-présidente, L'Association minière du Canada

Gordon Lloyd, Vice-président, Affaires techniques, Association canadienne des fabricants de produits chimiques

Stephen McClellan, Directeur général, Affaires économiques et réglementaires, Environnement Canada *

Patrick O'Neill, Conseiller principal de la politique, Bureau du directeur exécutif, Ressources naturelles Canada *

Jackie Scott, Chef de projet, Politique de santé et d'environnement, Division de la politique des marchés intérieurs et internationaux, Ressources naturelles Canada *

Mimi Singh, Directrice, Environnement, santé et sécurité, Association canadienne de l'industrie des plastiques

Dean Stinson O'Gorman, Économiste principal, Économie environnementale, Environnement Canada *

* Indique membres du comité nommés d'office

Val Traversy, Directeur général et gestionnaire, Analyses et stratégies industrielles, Industrie Canada *

Programme de conservation du patrimoine naturel

Terry Duguid, (Membre de la TRNEE et Président du groupe de travail) Président, Manitoba Clean Environment Commission
Yaprak Baltacioglu, Sous-ministre adjoint, Agriculture et Agroalimentaire Canada *
Karen Brown, Sous-ministre adjointe, Environnement Canada *
Karen Davidge, Directrice, Fédération d'agriculture du Nouveau-Brunswick
Douglas Deacon, (Membre de la TRNEE) et Propriétaire, Trailside Café and Adventures
Julie Gelfand, Directrice générale, Fédération canadienne de la nature
Jacques Gérin, Président, Commission sur l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada (1998-2000)
Yvan Hardy, Sous-ministre adjoint, Service canadien des forêts, Ressources naturelles Canada *
Stephen Hazell, Directeur général, Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada
John Herity, Directeur, Bureau de la Convention sur la biodiversité *
Ed Hubert, Vice-président exécutif, Mining Association of Manitoba
Monte Hummel, Président, Fonds mondial pour la nature (Canada) *
Nik Lopoukhine, Directeur général de l'Intégrité écologique, Parcs Canada *
Harvey Locke, Agent principal des programmes, Henry P. Kendall Foundation *
John Lounds, Directeur général, Société canadienne pour la conservation de la nature
Chris McDonell, Directeur de l'environnement, Tembec Inc.
Laurie Montour, Biologiste, Indigenous Resource Management and Environmental Protection
Mary Granskou, Directrice, Parks Policy and Liaison, Canadian Heritage *
William Open, Ancien sous-ministre, Department of Renewable Resources, Yukon
Robert Page, Vice-président chargé du développement durable, TransAlta Utilities
Ross Risvold, Maire, Ville de Hinton, Alberta

Programme de viabilité écologique urbaine

Michael Harcourt, (Membre de la TRNEE et Président du groupe de travail) Associé principal, Sustainable Development Research Institute
Ann Bourget, Présidente sortante, Vivre en Ville
Mark Bowlby, Économiste, Ressources Énergie et Environnement, Finances Canada *
Lucien Bradet, Directeur général, Direction des industries de service, Industrie Canada *
Mimi Breton, Directrice régionale, Direction générale, Environnement Canada *
Rod Bryden, Co-Président, The Ottawa Partnership
Ken Cameron, Directeur – Policy and Planning, Greater Vancouver Regional District
Vince Catalli, Président, by dEsign consultants - Secretariat to Sustainable, Buildings Canada Committee

* Indique membres du comité nommés d'office

Louise Comeau, Directrice – Collectivités viables et Politiques Environnementales, Fédération canadienne des municipalités
Roger Gibbins, Président-directeur général, Canada West Foundation
Anne Golden, Présidente-directrice générale, Conference Board of Canada
Robert Hilton, Conseiller principal du programme, Bureau des infrastructures et des sociétés de la Couronne *
Philip Kurys, Directeur général, Affaires environnementales, Transport Canada *
Paul MacKinnon, Directeur exécutif, Downtown Halifax Business Commission
Cristina Marques, (Membre de la TRNEE) Co-propriétaire et promoteur, Dreamcoast Homes
David Palubeski, Président, Institut canadien des urbanistes
Mario Polèse, Senior Canada Research Chair in Urban Studies
Doug Pollard, Recherchiste principal, Urbanisme écologique, Société Canadienne d'Hypothèques et de Logement *
Leslie Seidle, Directeur général, Politiques stratégiques et recherche, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques *
Judy G. Williams, (Membre de la TRNEE) Partenaire, MacKenzie Fujisawa

Stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables

Angus Ross, (Membre de la TRNEE et Président du groupe de travail) Président, L&A Concepts
Ahab Abdel-Aziz, Consultant légal, Osler Hoskin Harcourt
Paul Antle, (Membre de la TRNEE), Président-directeur général, Island Waste Management Inc.
Michel Beaulieu, Chargé de Projet, Service des Lieux Contaminés, Biologiste, Direction des Politiques du Secteur Industriel, Ministère de l'Environnement du Québec *
Jean Bélanger, (Membre de la TRNEE et Président, Comité des instruments économiques)
Roger Bywater, Proprety Manager, Devon Estates Limited
Marguerite Ceschi-Smith, Directrice, Ville de Brantford *
Louise Comeau, Directrice, Collectivités viables et politiques environnementales, Fédération canadienne des municipalités
Jamie R. Evans, Gestionnaire, Gestion des risques environnementales, Association des banquiers canadiens
Mitch Fasken, Président, Jannock Properties
Dave Goffin, Secrétaire-trésorier et Vice-président, Affaires économiques et commerciales, Association canadienne des fabricants de produits chimiques
John Hanson, Consultant, Pollution Probe
David Hutchison, Directeur, Sites Contaminés, Environnement Canada *
Cristina Marques, (Membre de la TRNEE) Co-Propriétaire et Développement, Dreamcoast Homes
Patricia McDowell, Directrice Générale, Ressources naturelles Canada *

* Indique membres du comité nommés d'office

Lynne Peterson, Gestionnaire, Ministère des Affaires municipales et du Logement de l'Ontario *

Luciano P. Piccioni, Consultant en développement d'entreprise / Coordonnateur, Ville de Hamilton

Adrien Pilon, Président, Centre d'excellence de Montréal en réhabilitation de sites

Valerie Sexton, Économiste principal, Analyse du transport et des sociétés, Finances Canada *

Richard Stephens, RAS Consulting

Jeff Westeinde, Président, Quantum Environnemental Group

Brian Whiffin, Vice-président, CH2M HILL Canada Ltd.

Judy Williams, (Membre de la TRNEE) et Partenaire, MacKenzie Fujisawa

Michael Zemanek, Spécialiste des risques d'assainissement et des sites contaminés, Land Branch, Science et Divisions Standard, Alberta Environnement *

* Indique membres du comité nommés d'office

Annexe 6 – Personne-ressource au bureau

M. Eugene Nyberg
Secrétaire général et directeur des opérations
344, rue Slater, bureau 200
Ottawa (Ontario)
K1R 7Y3

Téléphone : (613) 995-7581
Courriel : nybergg@nrtee-trnee.ca